

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

COMUE Lyon Saint-Etienne
Direction Stratégie immobilière
et développement des Campus

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél : 04 37 37 26 70



ACCORD-CADRE DE MAINTENANCE

EQUIPEMENTS COURANTS FAIBLES

N° de marché

A	2	0	2	5	.	0	0	8
---	---	---	---	---	---	---	---	---

Règlement de la consultation

**Date et heure limites de réception des offres :
Jeudi 24 avril 2025 à 12h**

ARTICLE 1. OBJET, ETENDUE ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
1.4. VARIANTES	3
1.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 2. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	4
2.1. DUREE DU MARCHE	4
2.2. FORME DU MARCHE	4
2.3. FORME DES PRIX	4
2.4. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	4
ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1. PIECES DE LA CANDIDATURE :	5
4.2. PIECES DE L'OFFRE :	8
ARTICLE 5. ANALYSE DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES - NEGOCIATIONS	8
5.1. ANALYSE DES CANDIDATURES	8
5.2. ANALYSE DES OFFRES	9
5.3. NEGOCIATIONS	9
ARTICLE 6. MODALITES DE TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS	10
ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
7.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET COMMUNICATIONS AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR	12
7.2. VISITE DES LIEUX	12
7.3. DECLARATION SANS SUITE	13

ARTICLE 1. OBJET, ETENDUE ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes : Maintenance préventive et curative des équipements de courants faibles (anti-intrusion, contrôle d'accès, vidéoprotection) des bâtiments de la COMUE Lyon Saint-Etienne.

Lieux d'exécution :

- Bâtiment PUQ, 92 rue Pasteur 69007 Lyon
- Bâtiment I-Factory, boulevard Albert Einstein 69110 Villeurbanne

1.2. Étendue de la consultation

La présente consultation est lancée dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1-1° et R2123-1-1° du code de la commande publique.

1.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

1.4. Variantes

Dans le cadre de ce marché, aucune variante n'est autorisée.

1.5. Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-22 du code de la commande publique, aucune forme juridique déterminée n'est imposée, par le pouvoir adjudicateur, s'agissant des groupements d'opérateurs économiques au stade du dépôt de la candidature et de l'offre.

Toutefois, au stade de l'attribution et conformément aux dispositions de l'article R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement. Une entreprise peut faire partie de plusieurs groupements, dans la limite de trois groupement maximum, mais ne peut être mandataire que d'un seul. Le marché sera notifié au seul mandataire, qui représente l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 2. CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

2.1. Durée du marché

La durée du marché sont fixés aux articles 1.3 du C.C.A.P.

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est envisagée début juin 2025.

2.2. Forme du marché

Le présent accord-cadre est mono-attributaire.

2.3. Forme des prix

Le présent marché est un marché dont les prestations sont exécutées sur la base d'un bordereau de prix unitaires.

2.4. Mode de règlement du marché

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes sur la plateforme financière utilisée par le pouvoir adjudicateur. En cas d'acceptation du titulaire, une avance lui sera versée dans les conditions définies au CCAP.

ARTICLE 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.),
- Le bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le présent règlement de la consultation (R.C.),
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes,
- Un DC1, un DC4, un cadre de candidature, un modèle de déclaration sur l'honneur, un modèle de pouvoir au mandataire et un modèle d'attestation travailleur étrangers.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le dossier de consultation est téléchargé sans inscription. Cependant, l'inscription est fortement recommandée afin de recevoir toutes les informations complémentaires concernant cet appel d'offres (précisions, rectifications, réponses aux questions).

Aucune demande d'envoi du dossier papier ou sur support physique électronique ne sera acceptée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les **candidats au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres**. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier de consultation par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées ci-après. Les autres documents du dossier de consultation qui sont à accepter sans modification ne sont pas à rendre avec l'offre.

Le dossier sera transmis, **uniquement sous format dématérialisé**, au moyen **d'un seul pli ZIP** contenant :

- Un dossier (non zippé) avec les pièces de la candidature
- Un dossier (non zippé) avec les pièces de l'offre.

4.1. Pièces de la candidature :

Chaque candidat aura à produire les pièces suivantes :

1. **une déclaration de candidature** (imprimé DC1 fourni dans le DCE, ou DUME à compléter, ou équivalent) ;
2. **une déclaration sur l'honneur** datée et signée attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique (modèle de déclaration sur l'honneur fourni dans le DCE, ou case à cocher dans la rubrique F1 du formulaire DC1 (qui devra dans ce cas être daté et signé par le candidat), ou équivalent à jour de la règlementation) ;
3. **une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire** ;
4. **une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité** faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique – à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE) ;
5. **une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement** pendant les trois dernières années (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE) ;
6. **La présentation d'une liste des principales références pour les prestations précitées, obtenues au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE) ;
7. **Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique** dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

8. **Les certificats de qualifications professionnelles en rapport avec les prestations objet du marché**, prouvant la capacité du candidat à apporter par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle. À défaut, la liste des références susmentionnée pourra permettre d'attester de la compétence du fournisseur à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

En cas de candidature présentée en groupement d'opérateurs économiques, les documents énumérés ci-dessus, exceptée la déclaration de candidature (DC1 ou DUME) qui est commune à l'ensemble des membres du groupement, sont à remettre **par chaque membre du groupement**. **Le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des membres du groupement.**

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen approprié.

Le candidat peut déposer sa candidature avec un DUME, y compris un DUME électronique mais il ne peut pas se limiter à indiquer qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises, il doit fournir tous les justificatifs exigés pour la présentation des candidatures. Le DUME doit être rédigé en français. Il peut être créé à partir de l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique/creer>.

Le candidat peut également utiliser l'imprimé DC2 qu'il peut télécharger à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, en complément du DC1.

Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché notamment par un engagement émanant de cet opérateur confirmant qu'il mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public.

Sauf mention contraire sur pièce identifiée, il n'est pas exigé que les pièces de la candidature soient signées.

Pièces devant être produites au plus tard au stade de l'attribution du marché :

Le cas échéant, les candidats en possession des pièces suivantes sont invités à en joindre une copie dès la constitution de leur dossier de candidature :

- a) une « **attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales** » (dite « attestation de vigilance ») datant de moins de 3 mois, fournie par l'URSSAF ou un autre organisme de Sécurité sociale chargé du recouvrement, ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- b) une « **attestation de régularité fiscale** » **délivrée par l'administration fiscale datant de moins de 3 mois**, justifiant que l'entreprise est en règle au regard de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts (IR, IS, TVA) ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- c) **un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 datant de moins de 3 mois**, ou document équivalent, notamment pour les candidats non établis en France ;

- d) **les attestations d'assurance décennale et de responsabilité civile pour risques professionnels en cours de validité** (avec indication de la nature, de la durée et des montants des garanties) ;

- e) **un RIB** ;

- f) pour les cotraitants d'un groupement candidat au marché, **une attestation de délégation de pouvoir au représentant légal** (ou habilité) de l'entreprise désignée comme mandataire du groupement, pour accomplir tous les actes, signer et remettre tous les documents nécessaires à la passation et l'exécution du marché, au nom et pour le compte du cotraitant concerné, dûment signée par le représentant légal (ou dûment habilité) de l'entreprise mandante (cf. modèle de délégation de pouvoir au mandataire fourni dans le DCE);

- g) **l'attestation travailleurs étrangers** fournie dans le DCE, à remplir par l'entreprise, permettant d'attester qu'elle n'emploie pas de travailleurs étrangers ou, dans le cas contraire, de fournir la liste nominative des travailleurs étrangers qu'elle emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter, pour chacun de ces travailleurs, toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1°sa date d'embauche ; 2°sa nationalité ; 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) :

- h) le cas échéant, la ou les **déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations** (DC4 - fourni dans le DCE).

Toutes les pièces doivent mentionner la même adresse que celle indiquée dans l'acte d'engagement.

Si l'adresse de l'établissement réalisant la prestation diffère de celle du siège social, l'acte d'engagement doit préciser :

- L'adresse de l'établissement responsable de la réalisation de la prestation ;
- L'adresse du siège social.

La production de ces documents permet au pouvoir adjudicateur de vérifier auprès des candidats qu'il envisage de sélectionner qu'ils ne tombent pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chacun de ses sous-traitants, exceptée la pièce visée au f. En cas de groupement, le mandataire remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants, exceptée la pièce visée au e, en cas de groupement solidaire (le seul RIB devant être produit étant celui du compte commun ouvert au nom du groupement). Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

En tout état de cause, les pièces listées ci-dessus devront être produites par le candidat pressenti attributaire du marché avant la conclusion et la notification du marché audit candidat.

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de

preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Il en est de même lorsqu'il n'est pas en mesure - dans le délai prescrit - de procéder au remplacement du cotraitant ou du sous-traitant touché par une interdiction de soumissionner conformément aux dispositions de l'article L. 2141- 13 du code de la commande publique.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après le classement des offres, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables et des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

4.2. Pièces de l'offre :

Chaque soumissionnaire remet avec son dossier **un projet de marché** comprenant :

1. **L'acte d'engagement (A.E.)**, dûment complété (document à ne pas modifier, hormis les passages à compléter identifiés comme tels, sous peine d'irrecevabilité de l'offre) ;
2. **Le bordereau des prix unitaires (BPU)**, complété et signé en formats modifiable et non modifiable (type PDF et Excel ou équivalent) ;
3. **Un mémoire technique** comprenant les éléments permettant d'apprécier l'offre du soumissionnaire au regard des critères énoncés au présent règlement de consultation, en particulier :
 - La méthodologie mise en place pour réaliser les prestations de maintenance prévues au marché
 - les moyens humains : composition, qualifications/expériences (CV) des membres de l'équipe mobilisée sur le marché (technique, encadrement, administratif), pour la maintenance préventive, corrective et l'astreinte
 - la garantie des délais d'intervention et de rétablissement : description des moyens et capacités de l'entreprise à garantir ces délais
 - les outils proposés pour permettre la traçabilité des informations et un retour d'information pour la ComUE en dématérialisé
 - la démarche environnementale conduite par le soumissionnaire, en particulier son Schéma d'organisation de gestion des déchets (SOGED)

ARTICLE 5. ANALYSE DES CANDIDATURES - JUGEMENT DES OFFRES - NEGOCIATIONS

5.1. Analyse des candidatures

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures pour non-conformité :

- pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis ou pli ne garantissant pas la confidentialité de la candidature ou de l'offre ;
- impossibilité d'identification de l'affaire à laquelle le pli est destiné sans prise de connaissance du contenu de la candidature et de l'offre ;
- le non-respect de l'article 1.5 du présent règlement de la consultation.

En application de l'article R2144-3 du code de la commande publique, la vérification des pièces de la candidature ne s'effectuera que pour le candidat ayant obtenu la meilleure note à l'issue de l'analyse des offres, au regard des seuls éléments qu'il aura fournis.

5.2. Analyse des offres

Pourra être déclarée irrégulière une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas la législation applicable conformément aux articles L2152-2 R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique.

NOTA : en l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles l'Université de Lyon souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre du soumissionnaire, l'offre sera déclarée irrégulière.

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Prix	55 %
Sur le coût de la maintenance préventive	35%
Sur le coût de la main d'oeuvre et des prestations diverses	20%
2- Valeur technique	40 %
Méthodologie	15%
Moyens humains	5%
Garantie des délais d'intervention	15%
Outils de suivi	5%
3- Démarche environnementale	5%

Pour le critère valeur technique, la notation se fera sur la base des éléments produits dans le mémoire technique du soumissionnaire, remis avec son offre. Celui-ci sera noté en fonction des sous-critères suivants :

Pour le critère prix, la notation s'effectuera par comparaison avec l'offre la moins-disante après élimination des offres anormalement basses et inappropriées.

La note prix sera calculée selon la formule suivante :

$\text{Note du soumissionnaire} = \text{note maximum} * (\text{offre la plus basse} / \text{offre du soumissionnaire}).$
--

En cas d'égalité de note, l'offre la moins-disante sera retenue.

5.3. Négociations

À l'issue de l'analyse des offres initiales remises par les soumissionnaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mener une phase de négociation avec les soumissionnaires ayant remis **les 3**

offres initiales les mieux classées pour chaque lot. Les soumissionnaires concernés recevront à cette fin une invitation à négocier du pouvoir adjudicateur.

Si le nombre d'offres est inférieur à 3, la négociation sera menée avec tous les soumissionnaires, quel que soit leur nombre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'admettre à la négociation les offres irrégulières et inacceptables. Les offres inappropriées ne sont pas admises à la négociation.

La phase de négociation, menée individuellement avec chacun des soumissionnaires sur la base de leur offre, sera opérée dans des conditions garantissant la plus stricte égalité de traitement.

Cette négociation pourra prendre la forme d'écrits adressés à chaque soumissionnaire ou d'une ou plusieurs auditions, en présentiel ou en distanciel, de chaque soumissionnaire.

Les soumissionnaires sont tenus de répondre aux demandes du pouvoir adjudicateur, dans les conditions et délais qu'il fixe.

Le cas échéant, les offres irrégulières ou inacceptables pourront être régularisées au cours ou à l'issue de la phase de négociation, à la demande du pouvoir adjudicateur.

À l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur invitera les soumissionnaires à remettre une nouvelle offre (offre finale), sur la base de la ou des propositions qu'ils auront présentées au cours de la négociation ou spécifiées à sa suite. Ces offres finales seront analysées et classées selon les critères et leur pondération définis à l'avis d'appel public à la concurrence et selon la méthode exposée ci-dessus.

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

NOTA 1 : la décision éventuelle du pouvoir adjudicateur de ne pas mener une phase de négociation avec les soumissionnaires n'exclue pas la possibilité pour lui de demander des précisions sur les offres des soumissionnaires ou d'en solliciter la régularisation afin de pouvoir les analyser.

NOTA 2 : en l'absence d'éléments répondant aux questions sur lesquelles le pouvoir adjudicateur souhaite avoir des précisions pour comprendre et juger l'offre d'un soumissionnaire, l'offre sera déclarée irrégulière.

ARTICLE 6. ATTRIBUTION DU MACHE

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant remis l'offre (initiale, ou finale en cas de négociation) économiquement et techniquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement des offres énoncés au présent règlement, et ayant produit l'ensemble des pièces demandées au titre de la présente consultation.

Au final, en cas d'égalité de note sur plusieurs offres, il sera pris en compte l'offre qui aura la meilleure note sur le critère valeur technique, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins disante sera retenue.

ARTICLE 7. MODALITES DE TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS

Les candidats transmettent leur pli, comprenant les pièces de la candidature et de l'offre, par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (plateforme PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Attention : quand un candidat ou soumissionnaire enregistre plusieurs envois de plis sur le profil acheteur, seul le dernier pli déposé sur la plateforme PLACE peut être pris en considération. Ce dernier doit donc comporter l'ensemble des documents demandés au titre de la candidature et de l'offre (article 4 RC) pour que la candidature ou l'offre soit recevable.

Les plis déposés dont l'avis de réception de la plateforme PLACE serait délivré après la date et l'heure limites de réception des plis fixées par le règlement de la consultation ne seront pas pris en compte et seront déclarés irrecevables sans pouvoir être régularisés.

Conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une **copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, soit sur support physique électronique ou support papier sous pli scellé, soit par voie électronique à l'adresse mail suivante : marches.publics@universite-lyon.fr.**

Cet envoi doit comporter obligatoirement les mentions suivantes (apposées au recto de l'enveloppe scellée si envoi d'un support physique électronique ou papier, ou inscrites dans l'objet du courrier électronique si envoi dématérialisé) : les mentions « copie de sauvegarde » et « ne pas ouvrir », l'identification de la procédure concernée (objet et référence du marché), ainsi que le nom du candidat.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sur support physique électronique ou papier doit être envoyé à l'adresse postale suivante :

**COMUE LYON SAINT-ETIENNE
MARCHÉS PUBLICS
92 RUE PASTEUR
CS 30122
69361 LYON CEDEX 07**

Virus informatique :

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Signature électronique :

Les soumissionnaires sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite de l'acte d'engagement.

La signature électronique des documents transmis par les candidats doit respecter les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1. Demande de renseignements et communications avec le pouvoir adjudicateur

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation, les candidats devront faire parvenir une demande écrite, **9 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Une réponse sera alors adressée à tous les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier de consultation qui se seront identifiés sur le profil précité, au plus tard **7 jours avant la date limite de réception des offres**.

Pendant toute la procédure de passation, et quel que soit le mode de dépôt des candidatures, les communications du pouvoir adjudicateur aux candidats (demande de compléments de pièces de candidature, demande de production de pièces administratives, demande de précision sur les offres, convocation aux séances de négociation...) sont uniquement envoyées par la plateforme de dématérialisation PLACE. Les communications sont envoyées à l'adresse mail fournie par le candidat sur le profil acheteur.

Les candidats répondent aux demandes du pouvoir adjudicateur par le bouton "répondre au message" de la plateforme de dématérialisation sauf pour le dépôt des candidatures, des offres initiales et finales.

Toute communication (invitation, questions, etc.) effectuée dans le cadre de la présente procédure est réputée faite à l'ensemble des membres d'un groupement candidat dès lors qu'elle est faite au mandataire.

8.2. Visite des lieux

Dans le cadre de la consultation, deux visites de site seront organisées pour les entreprises intéressées par le marché. **Ces visites ne sont pas obligatoires** pour répondre à la présente consultation.

Ces visites auront lieu le :

- Mercredi 2 avril 2025 à 9h00 pour le PUQ
- Vendredi 4 avril 2025 à 14h00 pour la I-Factory
- Mercredi 9 avril 2025 à 9h00 pour le PUQ
- Vendredi 11 avril 2025 à 14h00 pour la I-Factory

Le lieu de rendez-vous pour le PUQ est fixé est 92 rue Pasteur 69007 Lyon.

Le lieu de rendez-vous pour la I-Factory est fixé au 10 avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne.

Chaque candidat souhaitant participer à la visite doit confirmer sa présence au plus tard 24 heures auparavant en adressant un courriel à l'adresse mail suivante : secretariat_sdac@universite-lyon.fr en mettant en copie marches.publics@universite-lyon.fr

L'objet du mail devra être le suivant : visite de site marché CFA A2025.008.

Dans le corps du mail vous devrez indiquer :

- **Le nom de l'entreprise ;**
- **Le nom et coordonnées des participants (maximum deux personnes par candidat).**

8.3. Déclaration sans suite

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer, à tout moment, tout ou partie de la procédure sans suite, notamment pour motif d'intérêt général. Les candidats en seront informés. Cette décision n'ouvre droit à aucun dédommagement de la part du pouvoir adjudicateur aux candidats ayant retiré ou répondu au dossier de consultation.